

JOURNÉES INTERNATIONALES

## Rencontres européennes du social

Des tables rondes, des partages d'expérience, des témoignages, pour une analyse et une construction collective de propositions, alternatives aux politiques européennes libérales face aux phénomènes sociaux intervenus en Europe

L'avènement de politiques économiques libérales en Europe préconise une vague d'austérité forte, limitant ainsi les services publics et favorisant le recours au privé. L'accès au travail et aux droits sociaux s'en trouve fragilisé, à travers une plus grande flexibilité (renforcement des temps partiels) et une précarisation plus forte (baisse des salaires, limitation de la protection sociale, etc.).

De plus la montée de projets politiques réactionnaires et d'extrême droite propose le repli national sécuritaire au détriment du projet européen. Cette absence d'ambitions partagées a, de fait, de fortes conséquences, par exemple : absence d'une véritable politique d'accueil des migrant.e.s, mais aussi sur les droits des femmes (droit à l'avortement, égalité salariale, etc.).

Dans le champ social, ces politiques se traduisent notamment par une marchandisation du secteur social (recours aux fonds privés, segmentation de marché à travers les appels d'offres, mise en concurrence des acteurs sociaux), le développement de la bureaucratisation, de la technicisation et de l'expertise de l'intervention sociale au dépend de la relation et de l'accompagnement, et par un renforcement d'une approche managériale du champ de l'intervention sociale.

Face à cette situation, l'UE semble incapable d'imposer un projet social commun, protecteur des populations vivant en Europe. Le vote d'un pilier sur les droits sociaux européens non contraignant, axé essentiellement sur l'employabilité est révélateur d'une conception libérale de la société. Ce vote est cependant une première étape que la société civile doit saisir pour enclencher ce mouvement de progrès et de transformation sociale en revendiquant des droits communs pour l'ensemble des habitants de l'Union Européenne.

À l'initiative des **Ceméa**, les **Rencontres européennes du social** sont un espace de débat, afin d'être force de propositions pour aller à la rencontre des pouvoirs publics, et défendre des principes et des orientations en matière sociale et sociétale.

Elles réunissent des acteurs, actrices, qui partagent une même conception de l'intervention sociale qui participe à la transformation de la société en influençant les rapports de force et de pouvoir, les modes d'organisation, les libertés individuelles et collectives pour plus de justice sociale. Cette dimension politique du travail social pose également la question du modèle de société que nous souhaitons promouvoir, basé sur :

- la primauté de l'éducatif et du soin sur le contrôle social répressif
  - une approche globale de la personne
  - une perspective émancipatrice et non caritative
  - une collaboration effective entre les structures et les citoyens pour un renforcement de l'accès aux droits sociaux.
- Ces rencontres européennes du social permettront ainsi de :
- croiser les approches intellectuelles (philosophiques, psychologiques, sociologiques, architecturales, artistiques), dans une perspective pluridisciplinaire
  - croiser les différentes approches européennes et analyser l'impact des politiques européennes et/ou l'absence de cohérence politique
  - croiser les formes de création de la pensée




12 décembre 2018

15 décembre 2018

amphithéâtre Paul-Painlevé

Envoyer un courriel 

Le comité d'organisation de ces Rencontres  
les Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (**Ceméa**) France, fédération  
internationale des Céméa, **Solidar**, **Unaforis** (réseau national des acteurs de formation et de  
recherche en intervention sociale), l'**association Erasme**.

 [voir le site Santé, solidarité](#)